

Rapport du président national

Septembre 2006 – Décembre 2006

Consoeurs et confrères,

Au cours de la période visée par le présent rapport, notre syndicat a mené quelques luttes critiques aux tables de négociation et nos membres ont joué un rôle actif dans les élections du Nouveau-Brunswick, dans les élections municipales et scolaires de quatre provinces et dans les élections partielles tenues dans différents comtés du pays.

On peut citer l'exemple de la lutte menée par nos membres de la section locale 1232, au service du centre de ski du Mont-Orford au Québec (environ 400 membres), qui ont été mis en lock-out le 9 novembre. Le différend s'est réglé le 24 novembre et nos membres ont réussi à conserver leur clause relative au coût de la vie!

La période a aussi été empreinte de tristesse, car nous avons perdu, en octobre, des membres de la famille du SFCP, à qui je rendrai hommage à la fin de mon rapport.

Nos membres se sont réunis pour faire des plans et se mobiliser à la Conférence nationale sur les droits de la personne, à diverses réunions sectorielles et à d'autres rencontres. Nous savons que c'est en travaillant ensemble que nous travaillons le mieux et, comme le souligne le présent rapport, quelques importantes rencontres ont eu lieu au cours des trois derniers mois.

Nous menons quelques luttes critiques dans divers secteurs de notre syndicat, notamment contre la menace accrue des PPP dans le secteur municipal de la Colombie-Britannique et contre les compressions imposées par le gouvernement fédéral. Les travailleurs des conseils scolaires de l'Ontario sont aussi visés, par un gouvernement provincial qui sous-finance les services de soutien tout en refusant aux conseils scolaires élus le droit de maintenir ces services.

Comme toujours, mon rapport ne rend compte que d'une fraction de l'incroyable énergie dont font preuve nos militants et notre personnel chaque jour au nom de nos membres. Et pour cela, je vous remercie, toutes et tous, pour l'engagement dont vous faites preuve à l'égard de la justice sociale.

1. Libre négociation collective

Chaque jour, les comités de négociation du SCFP entament des discussions et nous luttons souvent pour conserver nos droits de négociation, y compris le droit de grève, afin d'assurer une représentation efficace à nos membres. Deux exemples récents racontent une incroyable histoire sur cet enjeu fondamental pour notre syndicat.

Négociations dans le secteur de la santé en Nouvelle-Écosse

Nos 2 300 travailleuses et travailleurs de la santé de la Nouvelle-Écosse ont formé une coalition avec d'autres syndicats de la santé – TCA, NSGEU et Syndicat des infirmières et infirmiers de la Nouvelle-Écosse – afin de négocier une question critique en matière de régime de retraite.

Dans le passé, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, par l'intermédiaire de l'Association des hôpitaux de la Nouvelle-Écosse (NSAHA), a décidé que les régimes de retraite n'étaient pas négociables. Notre coalition de syndicats a déposé des propositions sur les régimes de retraite afin de régler une série de questions, dont l'utilisation par l'employeur de plus de 50 millions de dollars de surplus dans la caisse pour verser ses cotisations au régime. En réponse à nos propositions, l'employeur nous a amenés devant le conseil du travail, où il a perdu. Le conseil a jugé que ces questions n'étaient pas exclues des négociations collectives si l'une partie ou les deux les soulevaient.

Avec le SCFP en tête, les négociations se sont poursuivies et nos membres ont confié à leurs représentants un solide mandat de grève et fixé une échéance. Cette stratégie a donné lieu à un règlement qui incluait les éléments suivants :

- La fin immédiate de la suspension des cotisations de l'employeur, de même qu'une augmentation de ces cotisations de 1,4 % (quelque 70 millions de dollars au cours des 10 prochaines années).
- Une entente à l'effet que l'employeur ne peut pas utiliser le surplus pour verser ses cotisations.
- La formation d'un comité mixte sur le changement de gouvernance, l'objectif étant une fiducie mixte syndicats-employeurs, avec représentation égale, et un processus de médiation-arbitrage en cas d'impasse.
- La confirmation que les régimes de retraite sont désormais une question de négociation légale et légitime.

Grâce à la détermination de nos membres et au travail inlassable de nos dirigeants élus et de notre personnel, nous avons ouvert la voie et réussi d'incroyables percées. Nous avons même bénéficié de l'appui d'un éditorial qui affirmait nos droits de négociation :

« Les arrêts de travail déclenchés par les employés dans les services essentiels ne sont jamais populaires et, lorsqu'ils se produisent, ou menacent de se produire, certaines personnes exigent que l'on retire leur droit de grève à ces employés. La frustration ressentie par la population à l'endroit des grèves dans le secteur public est compréhensible. Mais si on avait refusé ce droit aux travailleurs d'hôpitaux et s'ils n'avaient pas été prêts à s'en servir, que serait-il advenu de leur régime de retraite? »

(éditorial du *Halifax Daily News*, 31 octobre 2006).

Au nom de l'ensemble de notre syndicat, je salue nos membres et notre personnel de la Nouvelle-Écosse et les félicite pour leur incroyable victoire.

Travailleuses et travailleurs de l'éducation du Nouveau-Brunswick

Plus tôt cette année, la Commission du travail du Nouveau-Brunswick déclarait que la très grande majorité de nos travailleuses et travailleurs de soutien de l'éducation sont essentiels en cas d'arrêt de travail, limitant ainsi radicalement l'effet d'un moyen d'action au travail utilisé en situation de grève.

Nous avons contesté cette décision devant la Cour d'appel du Nouveau-Brunswick, qui a jugé que ces limites à notre droit de grève allaient trop loin et a cassé la décision de la Commission du travail. Dans son jugement, la Cour affirme ce qui suit :

« De façon réaliste, si les concierges des écoles devaient faire la grève, il est plus que probable que les écoles fermentaient. En outre, le bon sens nous permet de conclure que ces fermetures pourraient se produire sans nuire à la santé des personnes directement touchées, c'est-à-dire les élèves, le personnel et les enseignants. C'est à cette conclusion qu'en est venue la Commission dans une décision [de 1981]. À mon avis, sa logique est tout aussi solide aujourd'hui qu'elle l'était il y a plus de 25 ans.... Il ne m'a pas échappé que si nous devons accepter la prémisse de la Commission à l'effet que les écoles doivent rester ouvertes, compte tenu du droit des enfants à obtenir une éducation, le droit de grève des enseignants serait annulé. Pourtant, l'on sait bien que les enseignants ne fournissent pas un service essentiel au sens de l'article 43.1 de la Loi sur les relations de travail dans les services publics et, par conséquent, ils conservent ce droit de grève qui est prévu par la Loi. Il ne faut pas oublier qu'un service essentiel est défini comme un service qui est essentiel 'à la santé et à la sécurité du public' ».

Je félicite nos membres et notre personnel du Nouveau-Brunswick pour cette importante victoire, dont nous espérons qu'elle servira de modèle pour contester les limites imposées au droit de grève des travailleurs des conseils scolaires, comme à Terre-Neuve-et-Labrador.

De toutes les luttes menées par notre syndicat, l'une des plus importantes est sans doute la défense de notre droit, en tant que travailleuses et travailleurs, à la libre négociation collective pour tous les enjeux qui concernent nos membres, incluant le droit à la grève au besoin.

2. Conférence nationale sur les droits de la personne – du 23 au 26 novembre – Vancouver

Plus de 450 délégués du SCFP ont participé à la première Conférence nationale du SCFP sur les droits de la personne, qui a eu lieu à Vancouver, du 23 au 26 novembre. La conférence a connu un vif succès et a permis de discuter d'une multitude d'enjeux liés à l'égalité et aux droits de la personne.

Les divisions du SCFP-C.-B. et du SCFP-SEH ont accueilli les membres et offert la réception de la soirée d'ouverture. Un théâtre populaire a mis en scène des situations en droits de la personne au travail, tant à l'ouverture qu'à la clôture de la conférence, et ce sont des membres du SCFP qui y tenaient les rôles principaux.

La conférence a aussi présenté des conférenciers invités dont Larry Grant, aîné Musqueam, Anita Braha, avocate en droits de la personne de la Colombie-Britannique, Kiké Roach, avocate en droits civils, Adriana Paz, du mouvement Justicia for Migrant Workers, et Sherene Razack, professeure de sociologie et étude de l'équité en éducation. Une grande diversité d'artistes, chanteurs, danseurs et percussionnistes ont diverté les délégués pendant toute la conférence.

Un groupe de membres du SCFP et de membres du personnel a aussi présenté des projets syndicaux réussis – les consœurs Lila Murao (SEH, resyndicalisation des travailleurs sous-traités), Barb Moore (Groupe de travail national sur les femmes), les confrères Richard Sherring (Défier les attitudes : handicaps et discrimination), Gerry Lavallée (« Workers » Out et Conférence internationale sur le SIDA) et Don Moran (Programme de partenariat autochtone).

Les membres du SCFP ont appuyé la Déclaration de Vancouver, dont l'objectif est de renforcer la diversité au syndicat. La Déclaration prévoit notamment la création d'un cours sur les droits de la personne, et des initiatives visant à accroître la diversité et à veiller à ce que toutes les instances du syndicat, qu'il s'agisse des structures des comités, des exécutifs ou du personnel, reflètent la diversité de l'effectif du SCFP. (La Déclaration de Vancouver et le Rapport d'étape sur la représentation des femmes et des membres des groupes de la diversité aux comités et groupes de travail nationaux du SCFP sont annexés au présent rapport.)

Au nom du syndicat, je tiens à remercier sincèrement les membres du SCFP qui, bénévolement, ont porté les chapeaux de comédiens, panélistes, maîtres de cérémonie, animateurs et bien d'autres encore. J'aimerais aussi exprimer notre reconnaissance aux nombreux organisateurs de cet événement réussi.

3. Rencontres stratégiques

Le document d'orientation stratégique adopté à notre congrès national de 2005 inclut l'important objectif du renforcement de nos secteurs. Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, quelques rencontres clés ont eu lieu à cet égard.

Rencontre nationale des travailleuses et travailleurs d'université

Environ 150 travailleuses et travailleurs d'université du SCFP de tout le Canada ont tenu leur toute première rencontre, qui a duré trois jours, pour discuter d'enjeux clés dans ce secteur. Elle a eu lieu à Montréal, du 12 au 14 octobre 2006.

En plénière et dans les ateliers, différents conférenciers ont pris la parole devant les délégués, comme le confrère Bruno Julliard, un leader étudiant de France, des représentants du Centre canadien des politiques alternatives et de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants et bien d'autres encore.

Des enjeux d'importance comme le financement du système, les droits de scolarité et la privatisation, ainsi que notre expérience récente en matière de négociation ont fait l'objet de discussion et différentes stratégies ont été élaborées. L'un des principaux points de consensus est le fait que les travailleurs d'université, peu importe la province où ils habitent, ont beaucoup de choses en commun et doivent mener des luttes similaires. Et ils tiennent à ce que le SCFP national continue d'améliorer la coordination nationale au sein du secteur. (Vous pourrez en savoir beaucoup plus en allant sur notre site Web à www.scfp.ca).

Conférence tri-syndicale des travailleuses et travailleurs de l'indemnisation des accidents du travail

Vingt-huit délégués au service des commissions d'indemnisation des accidents du travail de tout le Canada se sont réunis à Barrie, en Ontario, du 25 au 28 octobre. Le SCFP et le SNEGSP représentent la majeure partie des travailleurs des commissions des accidents du travail de toutes les provinces, à l'exception de celles du Québec.

Les discussions de la conférence ont porté sur un vaste éventail de dossiers, dont les tendances en matière de griefs et les négociations. Les enjeux communs de négociation sont les salaires, les avantages sociaux, la restructuration, le changement organisationnel, la charge de travail et le télétravail. Un changement technologique important est apparu en Colombie-Britannique et en Ontario : l'informatisation des décisions en matière de règlement de demandes. Le conseil de la C.-B. emprunte cette voie avec plus de détermination, ce qui a déjà entraîné des pertes d'emploi.

Le groupe a affirmé son appui à la Déclaration de Stanhope, un vaste énoncé de politique sur ce que devrait être un système complet d'indemnisation des accidents du travail.

Le groupe compte se réunir à nouveau en juin 2008 à Saint-Jean, Terre-Neuve.

Travailleuses et travailleurs de l'énergie

Un comité spécial du Conseil exécutif national sur l'énergie s'est réuni avec des représentants des travailleurs de l'énergie du SCFP à Ottawa, les 14 et 15 novembre 2006.

Cette réunion, à laquelle assistaient des représentants de notre Comité national sur l'environnement, a permis d'étudier une série de résolutions en matière d'énergie présentées à notre congrès national de 2005, mais renvoyées au Conseil exécutif national parce qu'elles n'avaient pas pu être débattues par les délégués au congrès. La réunion a aussi poursuivi le travail stratégique amorcé lors de notre rencontre des travailleuses et travailleurs de l'énergie de mai 2005.

En voyant le niveau élevé de discussion et de connaissances, de même que le respect manifesté à l'endroit des différentes positions sur les modèles canadiens d'approvisionnement en énergie, je me suis senti très fier de notre syndicat.

Le travail accompli par ces personnes aidera les représentants de notre syndicat qui siègent aussi à un groupe de travail du CTC sur la production d'énergie. Il nous aidera également à discuter des questions de changement climatique qui sont présentement au cœur des débats nationaux.

Groupe de travail national sur les femmes

Le GTNF s'est réuni à Ottawa entre le 1^{er} et le 4 décembre 2006 pour commencer à analyser les commentaires recueillis auprès des membres du SCFP dans le cadre des consultations tenues cet automne.

La réponse des membres a été très bonne. Plus de 3 000 sondages individuels auprès des membres et encore plus de sondages auprès des sections locales ont été reçus, et plus de 1 300 membres ont participé à des rencontres individuelles tenues d'un bout à l'autre du pays. Ce taux de réponse est très positif et je remercie tous les membres d'avoir participé à la première phase de l'une des plus importantes initiatives nationales découlant de notre dernier congrès national.

La prochaine phase critique du travail du GTNF inclura l'analyse des commentaires des membres, la présentation des conclusions au Conseil exécutif national et le début de la rédaction des recommandations, d'un rapport et d'un plan d'action pour 2007, en vue du prochain congrès national qui aura lieu à Toronto en octobre 2007.

Conférence sur la solidarité du SCFP-Saskatchewan

J'ai eu le privilège d'assister, avec 200 délégués, à la 2^e Conférence sur la solidarité du SCFP-Saskatchewan à Saskatoon, les 20 et 21 octobre 2006.

Des réunions sectorielles ont précédé la conférence et les délégués se sont engagés à entreprendre une campagne de relations publiques de 200 000 \$ destinée à faire connaître le travail que font nos membres dans toute la province. Les délégués ont aussi décidé que chaque section locale de la province voterait en faveur d'un pacte de solidarité qui engage les membres à se soutenir les uns les autres dans toutes les luttes de négociation et dans leurs différends avec l'employeur.

Prochaines réunions de stratégie

Trois réunions de stratégie clés doivent avoir lieu en 2007. Il y aura une première rencontre des membres du secteur des services sociaux, du 27 février au 1^{er} mars, une deuxième rencontre des administrateurs de régimes de retraite de tout le syndicat et une conférence des conseils régionaux du SCFP, tenue au cours de la première moitié de 2007.

Nous prévoyons également tenir notre toute première rencontre nationale des travailleuses et travailleurs des conseils scolaires au début de 2008.

4. Justice dans le monde – Travail international

Tournée colombienne

La deuxième tournée de solidarité à Bogota, en Colombie, a eu lieu du 4 au 12 novembre 2006. Le financement de cette tournée avait été approuvé, avec la première, par le Fonds pour la justice mondiale et était coordonnée par CoDevelopment Canada, en C.-B., avec la participation de l'AFPC, du STTP et du SCFP. La consœur Barbara Moore (co-présidente de notre Comité national pour la justice mondiale) et la consœur Tracey Fall (représentante de l'Î.-P.-É. au CJM), ainsi que le confrère Dennis Lewycky (conseiller aux communications de la région du Manitoba), qui assurait le soutien du personnel, ont participé à la tournée. Les syndicats colombiens luttent contre un gouvernement extrêmement répressif qui restructure le secteur public par la privatisation.

Conférence LaborTech 2006 – San Francisco

Le SCFP a été heureux que la consœur Pat Daley, conseillère aux communications de la région de l'Ontario, ait participé activement à une conférence LaborTech 2006 organisée par l'Université de San Francisco, du 17 au 19 novembre. La conférence

portait surtout sur les approches médiatiques progressistes et abordait aussi les formes et utilisations de la nouvelle technologie. La consœur Daley a aussi agi à titre de panéliste dans le cadre d'un atelier sur les travailleurs, la technologie et la lutte des classes dans le monde, ainsi qu'à un atelier sur l'utilisation d'Internet pour organiser des campagnes de boycottage syndical et de solidarité. Elle a également présenté une communication intitulée « Nouvelle technologie et stratégie médiatique syndicale : l'expérience canadienne ».

Internationale des services publics – Groupe de travail sur les services publics

Le directeur général de la Direction des services nationaux du SCFP, le confrère Stan Marshall, a représenté le SCFP à cette rencontre internationale, où des délégués de syndicats du secteur public et d'organisations communautaires ont exploré les tendances dans les services publics et imaginé la forme que pourraient prendre les services publics et leur prestation en 2020. L'exercice était destiné à ouvrir la porte à une réflexion stratégique à plus long terme et à une planification à une échelle mondiale pour les syndicats du secteur public. Le forum a pris fin par une brève réunion du groupe de direction du secteur public (auquel le SCFP est représenté) qui a poursuivi la discussion sur les implications de cet exercice de regard vers l'avenir.

Le directeur général de la Direction des services nationaux, le confrère Stan Marshall, a représenté notre syndicat à cette rencontre internationale qui visait à élaborer des stratégies pour la défense des services publics à un niveau mondial. La rencontre a aussi permis de déterminer les points qui seront inscrits à l'ordre du jour du congrès mondial de l'ISP, en septembre 2007.

Programme VIH-SIDA – Japan International Labour Foundation

La consœur Corina Crawley, agente principale de notre Service de la recherche, a été invitée à participer à un programme sur le VIH-SIDA organisé par la *Japan International Labour Foundation* (Fondation internationale du travail du Japon), qui a lieu en ce moment même, du 30 novembre au 13 décembre. La consœur Corina fait partie d'une petite délégation du CTC. Nous en saurons plus sur cette initiative à son retour au Canada.

Table ronde syndicale internationale – Cornell Global Labor Institute

La consœur Morna Ballantyne, directrice générale de la Direction du développement syndical, a assisté à une rencontre du Cornell Global Labor Institute tenue le 6 octobre, à New York. La rencontre portait sur le secteur public et s'inscrivait dans le cadre d'une recherche plus vaste de l'Institut sur la privatisation des services publics, les tendances et situations actuelles et la nécessité, pour les syndicats du secteur public, de travailler avec la société civile à l'instauration de réformes progressistes et à l'expansion du secteur public. Environ 30 syndicalistes et universitaires de différents pays étaient invités. Une autre rencontre est prévue pour mai 2007.

Congrès d'étude du Commonwealth du Duc d'Édimbourg de 2007

Le congrès d'étude du Commonwealth est une initiative du Duc d'Édimbourg. Créé en 1956, il rassemble, tous les six ans, de futurs leaders syndicaux, d'affaires et de gouvernement des pays du Commonwealth.

J'ai eu la chance d'assister au congrès d'Australie en 1986 et l'expérience avait été inoubliable. Certains d'entre vous connaissent peut-être les conférences du gouverneur général, qui ont émané il y a une vingtaine d'années des congrès d'étude du Commonwealth.

Notre syndicat a présenté deux noms au comité de sélection du congrès : la consœur Candace Rennick (Ontario) et le confrère Kevin Rebeck (Manitoba), tous deux vice-présidents régionaux. Je suis heureux d'annoncer que tous deux ont été choisis pour assister au congrès de 2007, qui aura lieu en Inde, en mars prochain.

Délégations internationales

Comme le mentionne notre rapport « Le travail de solidarité internationale du SCFP », présenté à la réunion du Conseil exécutif national de juin (et disponible sur notre site Internet scfp.ca), notre syndicat joue un rôle actif dans diverses activités internationales organisées partout dans le monde.

Pour ce qui est de la formation des délégations financées par le SCFP national, un certain nombre de critères sous-tendent notre choix des membres ou du personnel qui assistent à ces activités :

- leadership national (dirigeants nationaux ou d'autres membres du Conseil exécutif national);
- personnel de soutien;
- égalité hommes-femmes;
- membres de la base (comme à la conférence mondiale sur l'eau);
- membres du Comité national pour la justice mondiale (en particulier pour les projets du Fonds pour la justice mondiale);
- représentation sectorielle (Échange des travailleurs de la santé, conférences sur l'énergie);
- demandes pour des membres du personnel spécialisés (p.ex., formation sur l'équité salariale, Afrique).

Parfois, nous n'envoyons qu'une seule personne, et parfois nos délégations sont plus importantes. Certaines délégations ne comprennent ni dirigeant national, ni membre du Conseil. La plupart des délégations, mais pas toutes, incluent des membres du personnel à des fins de soutien. Toute participation à des délégations internationales est considérée comme une occasion d'apprentissage et de perfectionnement, ainsi que d'édification de solidarité avec d'autres travailleurs.

En matière de reddition de comptes, toutes les délégations internationales doivent soumettre un rapport écrit au Conseil exécutif national, et tous ces rapports sont communiqués à notre Comité sur la justice mondiale. Au mois de juin, le Conseil reçoit un rapport annuel sur le travail international de l'année précédente, qui sert de document de reddition de comptes à notre syndicat.

Il est clair que les sections locales, les divisions et l'instance nationale de notre syndicat jouent un rôle très actif dans de nombreux projets internationaux destinés à renforcer nos relations avec d'autres travailleurs et à atteindre nos objectifs de justice sociale.

5. Recrutement

Du 15 au 17 novembre, les conseillers en organisation du pays se sont réunis pour élaborer des stratégies et plans de recrutement régionaux pour la prochaine année. Les participants ont aussi étudié de récentes décisions des commissions du travail, ainsi que le code fédéral et ses applications. Une séance spéciale avait été organisée sur des enjeux plus larges liés aux différentes compétences, sur le recours aux médias et sur des pratiques innovatrices.

Dans la ***région de l'Atlantique***, notre section locale des garderies, nouvellement fusionnée, est en train d'élaborer une stratégie de repérage en vue des prochaines négociations. Le SCFP a remporté les votes d'allégeance dans trois des quatre garderies où des cartes ont été signées. Les militants de la région ont aussi rencontré les ministres des Ressources naturelles et de la Commission de la fonction publique pour discuter des raisons pour lesquelles les travailleurs de ces ministères n'ont pas le droit de se syndiquer. La Harmony House for Girls a volontairement reconnu ces 10 travailleurs et nous entamerons bientôt la négociation d'une première convention collective. Les votes d'allégeance sont en train de devenir une réalité dans l'ensemble du secteur de la santé de Terre-Neuve et nous ne ménageons pas nos efforts pour conserver nos membres.

La ***région des Maritimes*** se concentre sur trois compétences particulières – les soins de longue durée, les soins à domicile et les municipalités – et a réactivé sa campagne de recrutement dans le secteur des foyers de soins infirmiers. Le Hardman Group, à Saint-Jean, a été accrédité le 11 octobre et des auditions ont eu lieu sur notre demande d'accréditation pour le foyer Central Carleton Nursing Home Inc. à Hartland, N.-B. Le SCFP de l'Î.-P.-É. a formé un comité de recrutement qui se réunit régulièrement pour déterminer les cibles et planifier les campagnes de recrutement.

La campagne de recrutement organisée dans le secteur de la santé au **Québec** (après l'adoption d'une loi ordonnant la fusion des accréditations) s'est terminée par une victoire retentissante dans la Beauce. Nos prévisions nous avaient d'abord fait craindre la perte de milliers de travailleurs dans le secteur de la santé, mais nous avons terminé la série de votes d'allégeance par un gain net de quelque 600 membres. Les priorités en matière de recrutement pour le Québec sont l'éducation postsecondaire, l'hydroélectricité, les services municipaux, les affaires sociales et les sociétés d'État.

Au cours du dernier trimestre, nous avons embauché des membres-organiseurs en **Ontario** pour aider à distribuer des dépliants, organiser des assemblées et agir à titre de scrutateurs, de même que pour entreprendre d'autres activités de recrutement. Le SCFP a réussi à accréditer 11 nouveaux groupes, en plus de remporter un vote d'allégeance à Rainy River. Nous accueillons au SCFP 770 nouveaux membres chez Kids and Company (garderies), Belvedere (SLD), Foyer Partage à Ottawa, l'Hôpital Montfort (employées de bureau), le conseil scolaire catholique de district de London (ALS), St. Thomas & Elgin County Housing, le refuge familial de l'Armée du Salut de Peel et Links2Care, de même que les paramédics de Rainy River, autrefois membres des TCA.

Avec l'aide des sections locales 3677 et 543, le SCFP a organisé un stand d'information à la Children's Fest 2006 à Windsor, une activité à laquelle participent des milliers de familles. Les organisateurs du SCFP ont ainsi pu faire connaître notre campagne de syndicalisation dans le secteur des garderies. Nous avons également offert un dîner pour souligner la Journée d'appréciation des éducatrices et éducateurs de garderies et de développement de la petite enfance. En outre, une membre-organisatrice à temps plein et présidente de la section locale 2204 du SCFP a commencé son travail de repérage des garderies à syndiquer dans la région d'Ottawa.

Les universités, les bibliothèques, les soins de longue durée, les soins communautaires et les soins à domicile font aussi partie des campagnes actives et des priorités de la **région de l'Ontario**.

À sa session d'organisation stratégique, la **région du Manitoba** a décidé de cibler les conseils scolaires et les services sociaux en 2007. Les auditions du Conseil du travail pour la section locale 4792, Behavioural Health Foundation, ont eu lieu et nous avons été accrédités pour 40 nouveaux membres. Le Manitoba se prépare aussi à de possibles votes d'allégeance au début de 2007.

Un certain nombre de décisions juridiques détermineront les priorités en matière de recrutement pour la **région de la Saskatchewan**. L'une a trait à la demande d'accréditation pour toutes les unités de salariés dans le secteur de l'éducation. Si la décision est favorable au SCFP, le syndicat poursuivra ses efforts de recrutement dans les trois autres divisions, tout en intensifiant sa campagne de lobbying pour des négociations provinciales dans ce secteur.

La **région de l'Alberta** a terminé avec succès trois projets de syndicalisation, ajoutant ainsi de nouveaux membres aux sections locales du SCFP existantes de la région. Les secteurs visés sont l'éducation et les soins de longue durée et d'importants efforts sont consacrés à la riposte au maraudage. Environ 20 membres-organiseurs ont été formés en 2006.

La **région de la Colombie-Britannique** a terminé d'importants exercices de repérage auprès des agences autochtones et des garderies. Les efforts de la région porteront aussi sur les travailleurs des loisirs, des transports et des universités et sur la création d'une couverture syndicale « mur à mur » dans les sections locales existantes. Des votes d'allégeance ont été remportés aux bibliothèques de Penticton et de Terrace en

novembre, ce qui a apporté de nouveaux membres au syndicat. Un certain nombre de projets de recrutement sont aussi en cours.

Entre le 1^{er} septembre et le 30 novembre 2006, les efforts de recrutement ont permis d'accueillir 601 nouveaux membres au syndicat, avec 11 accréditations. Entre le 1^{er} janvier et le 30 novembre, 2 669 nouveaux membres ont été recrutés et nous avons obtenu 58 accréditations.

6. Privatisation – PPP

Le 4 octobre 2006, le *National Post* publiait un éditorial dans sa section affaires pour se plaindre de la lenteur du processus de privatisation des systèmes d'eau canadiens. L'article, qui contenait l'habituelle rhétorique, mentionnait notamment le SCFP :

« ...il reste une résistance énorme aux partenariats public-privé, sans parler de la privatisation pure et simple. Cette résistance est due en grande partie à une campagne mensongère menée par le Syndicat canadien de la fonction publique ...entre autres, le SCFP soutient fréquemment que la privatisation de l'eau en Grande-Bretagne a été un désastre. »

Nous n'avons pas été surpris que le *Post* ne publie pas notre réponse. Mais je dois avouer que je suis plutôt fier que notre syndicat soit décrit comme la principale force contre les PPP au Canada aujourd'hui. Et oui, je suis parfaitement d'accord, la privatisation de l'eau au R.-U. a été désastreuse pour tout le monde, à l'exception des multinationales.

« Les pourfendeurs des PPP, principalement le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et les ONG gauchistes comme la Coalition ontarienne de la santé, ont été une mine de désinformation sur les PPP. L'une de leurs principales techniques a été de qualifier de faible ou moyenne l'expérience de la Grande-Bretagne en matière de PPP – là où ces innovations ont fait l'objet d'une promotion beaucoup plus enthousiaste.

Ce jugement a été réduit en miettes à la conférence annuelle du Conseil canadien des partenariats public-privé tenue cette semaine à Toronto. Les experts ont non seulement expliqué le succès des PPP britanniques, ils ont aussi directement confronté le genre de faussetés répandues par le SCFP et leurs acolytes. »

Je vous fais part de ces déclarations pour souligner l'efficacité de nos campagnes de riposte contre les PPP. Mais malgré nos nombreux succès, de dangereux projets sont en cours dans beaucoup de régions du Canada.

En Colombie-Britannique, le gouvernement Campbell a décidé que tous les projets municipaux d'immobilisation de plus de 20 millions de dollars devaient passer par un processus d'étude de PPP. Au Québec, le gouvernement Charest a signé une entente

avec le gouvernement fédéral pour la construction d'une autoroute à péage privée en PPP près de Montréal.

En Ontario, le gouvernement McGuinty continue de conclure des PPP, qu'il appelle « nouveaux modèles de financement et d'approvisionnement », pour les hôpitaux après avoir dénoncé l'ancien gouvernement conservateur parce qu'il en faisait autant.

Dans le secteur municipal, beaucoup de projets d'arénas, de piscines et autres centres de loisirs empruntent la voie des PPP.

Récemment, dans sa Mise à jour financière, le gouvernement Harper annonçait que les projets d'infrastructure fédéraux seraient soumis à un examen semblable à celui que propose le gouvernement de la Colombie-Britannique en matière de PPP.

Notre travail anti-privatisation a été l'une des caractéristiques du SCFP depuis sa formation, il y a 43 ans. À la table de négociation, dans les campagnes électorales ou autres, partout, l'avenir des services publics dans les collectivités de tout le Canada est menacé et il nous incombe de diriger la lutte pour la protection des services chaque fois que surgit la menace de la privatisation.

7. Scène fédérale

Compressions dans les dépenses et réduction de la dette

Le 25 septembre 2006, le gouvernement conservateur a utilisé 13 milliards de dollars du surplus accumulé pour éponger la dette fédérale, en même temps qu'il annonçait des compressions d'un peu plus de 2 milliards de dollars dans les dépenses consacrées aux programmes sociaux, par exemple :

- Le programme de contestation judiciaire, auquel a eu recours le SCFP pour entreprendre sa cause sur les avantages sociaux pour les conjoints de même sexe dans les années 90, qu'il a gagnée.
- Quelque 17 millions de dollars de réduction du financement fédéral accordé aux programmes d'alphabétisation, ce qui a entraîné la fermeture ou la diminution de douzaines de programmes d'alphabétisation au Canada.
- La réduction des subventions accordées à Condition féminine Canada et l'interdiction pour ce groupe de participer à des activités de défense des droits au nom des femmes.

Une série d'autres compressions ont été imposées, à un moment où le surplus fédéral est immense et où les dépenses de programmes, comme pourcentage du produit intérieur brut, restent enlisées aux niveaux du début des années 90.

Deux jours après ces annonces, je prenais la parole devant le Comité des finances de la Chambre des communes et je qualifiais ces décisions de victoire de l'idéologie sur le bon sens.

Les parlements minoritaires ont toujours dû tenir compte des partis d'opposition, mais le gouvernement Harper jouit d'un pouvoir quasi-majoritaire parce que les libéraux ont été occupés par une course au leadership qui a duré près d'un an.

Au moment de mettre le présent rapport sous presse, le 2 décembre, les libéraux fédéraux viennent d'élire à leur tête Stéphane Dion. Nous devons renforcer notre travail de lobbying avec les libéraux (entre autres) sur la loi anti-briseurs de grève, les garderies, l'assurance-maladie et l'environnement.

Nous continuerons de travailler en étroite collaboration avec nos alliés des syndicats et avec des groupes comme le CCPA pour lutter contre ces compressions et promouvoir un budget fédéral qui accorde la priorité aux besoins des gens.

Projet de loi C-257 – Victoire anti-briseurs de grève

Le 25 octobre 2006, le Parlement a adopté le projet de loi anti-briseurs de grève en deuxième lecture, par un vote de 167 à 101.

Ce fut un moment historique. Nous ne nous sommes jamais rendus aussi loin. En effet, si le projet devient loi, le Parlement du Canada interdira le recours aux briseurs de grève en cas de grève ou de lock-out dans les lieux de travail fédéraux.

Les militants et le personnel du SCFP ont joué un rôle actif dans le lobbying auprès des parlementaires mené par le CTC. Il était rafraîchissant et encourageant de voir les corridors du Parlement pleins de travailleurs qui rencontraient leurs députés. Il y a encore beaucoup de travail à faire dans ce dossier, mais nous avons établi qu'une majorité de députés sont favorables aux principes d'une loi anti-briseurs de grève, ce qui est une immense réussite pour notre mouvement.

Projet de loi C-303 – Loi sur les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants

Le 22 novembre, la Chambre des communes a voté à 144 contre 116 en faveur du projet de loi C-303, un projet de loi émanant d'un député du Nouveau Parti démocratique, qui vise à créer des normes nationales pour les services de garde à l'enfance, comme le fait la *Loi canadienne sur la santé*.

Les militantes de la campagne Code Bleu ont organisé d'excellentes activités publiques et politiques pour susciter l'appui à la loi sur les garderies. La campagne se poursuivra d'ailleurs, car le projet de loi sera examiné par un comité avant d'être présenté de nouveau à la Chambre des communes pour un troisième vote. Les militantes

s'intéresseront également aux prochaines élections fédérales pour veiller à ce que les garderies demeurent un enjeu électoral prioritaire pendant la campagne.

Division du transport aérien – Victoire dans la campagne 1:40

Notre Division du transport aérien a réussi à obtenir du ministre des Transports, Lawrence Cannon, la promesse que le gouvernement Harper n'augmentera pas à 1:50 le ratio d'agents de bord par passager, qui se situe présentement à 1:40.

Avec le leadership et le personnel de notre Division du transport aérien, j'ai eu le plaisir de participer à deux rencontres avec le ministre. Nos membres ont très bien expliqué les conséquences qu'aurait une telle mesure pour la sécurité.

Nos consœurs et confrères de l'industrie du transport aérien doivent relever de nombreux défis dans un contexte très instable et, pour y arriver, elles et ils ont besoin de tout notre appui.

Préparation aux élections fédérales – Le Groupe des 20 prochains

Notre syndicat demeure très actif. Avec d'autres syndicats, le CTC et le NPD fédéral nous travaillons à repérer les régions où le NPD pourrait faire des gains aux prochaines élections. Théoriquement, celles-ci pourraient être déclenchées n'importe quand.

Nos efforts s'étendent à l'ensemble du pays, à l'exception du Québec, où nos membres travaillent avec la FTQ pour tout ce qui a trait à l'action politique.

Changement climatique

L'abandon par le gouvernement Harper de l'engagement du Canada en faveur de l'accord de Kyoto est une honte pour notre pays sur la scène internationale. Sa récente loi sur l'assainissement de l'air confirme son refus d'adopter les principes de Kyoto. Nous travaillons en étroite collaboration avec les partis d'opposition, dont le NPD, à ce qui est sans doute l'un des dossiers de politique gouvernementale les plus importants de notre génération.

Santé – La campagne « Les soins de santé publics, ça marche! »

Le SCFP appuie sans réserve la campagne nationale de la Coalition canadienne de la santé, qui vise à faire de l'assurance-maladie un enjeu majeur des débats politiques.

Trois douzaines d'assemblées publiques ont eu lieu, ou auront lieu cet automne d'un bout à l'autre du Canada. J'ai eu le plaisir de prendre la parole à quelques-unes de ces assemblées, notamment à Calgary, à Kitchener et à Scarborough. En outre, le SCFP a joué un rôle de chef de file dans la célébration, le 20 octobre, du 102^e anniversaire de

naissance de Tommy Douglas, le père de l'assurance-maladie. Des activités ont été organisées partout au pays, notamment à Signal Hill, à Saint-Jean, Terre-Neuve, où deux gâteaux d'anniversaire ont été offerts, l'un gratuitement et l'autre avec frais d'utilisation. Vous pouvez deviner lequel des deux le public a choisi!

Le confrère Claude Généreux a participé à une activité semblable à Charlottetown, à l'Î.-P.-É., pendant que j'avais la chance d'être à Regina, où les militants du SCFP avaient organisé un rassemblement pour commémorer l'événement.

Tous les sondages continuent de montrer que la santé est ce qui compte le plus pour les Canadiens. Notre syndicat doit demeurer au cœur de ce débat afin de défendre, accroître et améliorer l'assurance-maladie pour tous les citoyens.

8. Centraide

À la mi-septembre, j'ai eu le privilège de recevoir, au nom du SCFP, le prix « Million Plus » de Centraide; en effet, nos membres, dans le cadre de campagnes entreprises partout au pays en 2005, ont donné plus de 1 million de dollars à Centraide.

C'est un montant impressionnant, qui montre que nos membres sont déterminés à édifier des collectivités fortes partout au Canada.

Il y a quelques semaines, une invitée intéressante est venue nous rendre visite au bureau national. Linda Osmond est une travailleuse communautaire au Service familial catholique d'Ottawa, un organisme financé par Centraide et un lieu de travail représenté par la section locale 2898 du SCFP. La consœur Osmond est présidente de la section locale 2898 et le personnel de notre bureau national a eu le privilège de la rencontrer et de discuter avec elle de l'important travail qu'elle accomplit dans la collectivité d'Ottawa.

J'invite toutes les sections locales à participer à la campagne de Centraide de leur région.

9. Rapports régionaux

Division du transport aérien

La Division du transport aérien continue de faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il apporte les changements positifs voulus pour protéger la santé et la sécurité des agents de bord et de leurs passagers.

Notre composante est le dernier syndicat chez Air Canada à aller en arbitrage, un processus imposé dans le cadre de la procédure de faillite de 2004.

Les négociations de CanJet pour une première convention collective se poursuivent. La société a licencié presque tous ses agents de bord plus tôt cette année mais ses affaires ont repris depuis. Nous sommes maintenant revenus à soixante membres, la moitié de l'unité de négociation originale.

SEH

À leur congrès d'octobre, les délégués du SEH ont élu une nouvelle secrétaire financière, la consœur Donisa Bernardo, et ils ont souligné avec tristesse le départ de la consœur Mary LaPlante, qui prend sa retraite après 22 années de service. Le confrère Fred Muzin a été réélu président, avec un dynamisme exécutif provincial.

Les délégués ont aussi voté en faveur de certains changements de structure qui permettront d'accroître les négociations sectorielles et la participation des membres de la base aux comités.

Le gouvernement Campbell a amorcé une « Conversation sur la santé » de dix millions de dollars. Mais il fait la sourde oreille aux travailleuses et travailleurs de la santé et veut les exclure des forums publics. Le SEH s'est joint à d'autres syndicats du secteur de la santé pour dénoncer cette mesure visant à nous faire taire.

Terre-Neuve-et-Labrador

La leader du NPD, Lorraine Michael, a été élue aux élections partielles de Signal-Hill Quidi Vidi. Le siège était auparavant détenu par le chef du NPD Jack Harris, qui a décidé de quitter la politique provinciale.

Le confrère Wayne Lucas, président de la division de Terre-Neuve-et-Labrador, était très heureux de cette victoire, qu'il a qualifiée de début d'une nouvelle ère.

Dans le secteur de la santé, la restructuration nous obligera à faire face à des votes d'allégeance avec des syndicats concurrents.

Les régies sanitaires Eastern et Western (groupes d'employeurs) de la province demandent au conseil du travail de tenir des votes d'allégeance et on craint que les deux autres régies sanitaires en fassent autant. La division et les sections locales touchées de Terre-Neuve-et-Labrador, avec l'aide du Service des communications du SCFP, sont à mettre au point une campagne à multiples volets pour que nous soyons perçus comme le syndicat de choix et pour inciter les membres à voter pour nous.

Nouvelle-Écosse

J'ai mentionné les négociations dans le secteur des soins primaires au début de mon rapport, et en particulier de la victoire historique remportée dans le dossier des régimes de retraite. Mais il est également important de souligner que des bonifications majeures

ont été obtenues au chapitre des salaires, des rajustements de classification, des prestations pour les retraités et des primes d'équipe et de week-end, pour ne nommer que ces enjeux. Les membres ont voté à 93 % en faveur du protocole d'accord.

Le SCFP de la Nouvelle-Écosse, en collaboration avec trois autres syndicats du secteur public, a lancé une campagne provinciale pour mettre fin à la violence au travail. La coalition a travaillé très fort à l'organisation de cette campagne. L'objectif consiste à convaincre le gouvernement de faire adopter des règlements sur la violence au travail qui sont à l'état d'ébauche depuis 11 ans. Pour en savoir plus, visitez leur site Web sur www.stopworkplaceviolence.ca.

Les membres de la section locale 2330 (Highland Community Residential Services) viennent de ratifier leur convention collective. Les négociations ont été entravées par le refus de l'employeur d'aborder la question des heures de travail non rémunérées (personnel de nuit). La section locale a pu faire quelques gains à ce chapitre, mais les membres reconnaissent qu'ils doivent maintenant faire porter leurs efforts sur le niveau provincial.

Île-du-Prince-Édouard

Les négociations sont en cours pour la nouvelle section locale 3324, techniciens ambulanciers de la province, qui est née d'un récent vote d'allégeance. La section locale vient de tenir sa première assemblée et a élu un exécutif complet, avec une solide représentation des anciens services du secteur privé et de nos services ambulanciers du SCFP.

À l'approche des élections provinciales, le SCFP de l'Î.-P.-É. organisera une conférence sur l'action politique, au cours de laquelle les délégués établiront leurs priorités. L'on s'attend à ce qu'un énergique plan d'action soit adopté pour inscrire les dossiers syndicaux au premier plan des enjeux électoraux.

Nouveau-Brunswick

Le régime de retraite des foyers de soins infirmiers a des problèmes d'insuffisance de fonds dans son évaluation actuarielle. Les parties ont présenté leurs positions à la Commission du travail et de l'emploi et attendent une décision. Entre-temps les discussions se poursuivent pour tenter de trouver un terrain d'entente.

Le nouveau gouvernement libéral a demandé la tenue de rencontres entre les ministres du gouvernement et le SCFP, ce qui est en contraste frappant avec le gouvernement précédent. À une rencontre avec le président de la division du N.-B. et le directeur général, le premier ministre a déclaré que son gouvernement avait l'intention d'entretenir des relations ouvertes avec les syndicats et de tenir des rencontres régulières. Inutile de dire que la division participera activement à ces réunions.

Si les libéraux provinciaux tiennent leurs promesses électorales, nous pourrions avoir franchi un pas de plus vers l'instauration des changements voulus pour accorder aux employés occasionnels un statut en vertu de la *Loi relative aux relations de travail dans les services publics*. Des discussions préliminaires ont eu lieu sur la question et d'autres pourparlers se tiendront au début de la nouvelle année.

Les membres du SCFP participant au régime de retraite (Superannuation Pension Plan) ainsi que ceux de trois autres syndicats du secteur public ont collaboré activement à l'intégration d'une entente de fiducie. Un lobbying d'envergure a été amorcé, incluant une rencontre avec les représentants du gouvernement et de l'opposition officielle.

Québec

Dernièrement, j'ai eu le privilège d'assister aux congrès des sections locales 1500 et 2000 (Hydro-Québec), qui en ont profité pour célébrer leur 40^e anniversaire.

L'histoire de ces sections locales est riche et dynamique et est marquée par un niveau de militantisme élevé et constant dans le secteur de l'énergie, non seulement sur les scènes provinciales et nationales, mais aussi dans le reste du monde.

Nous nous attendons à ce que nos 260 membres de la section locale 1450, qui travaillent pour le Journal de Québec, vivent une difficile ronde de négociations avec leur employeur. Celles-ci ne sont pas encore commencées et l'employeur vient d'embaucher 15 nouveaux directeurs. Cette manœuvre pourrait fort bien être le prélude à un lock-out et notre section locale prépare ses stratégies pour contrer la position anticipée de l'employeur.

Le lock-out d'un mois des membres de la section locale 1232, qui a menacé la saison du centre de ski d'Orford, est réglé. Le centre de ski du Mont Orford et la section locale 1232 en sont venus à une entente après l'intervention de la province. Les négociations ont été plus ou moins éclipsées par la décision du gouvernement de privatiser ces installations, avec le projet de loi 23.

Soutenant que la sécurité est compromise au Port de Montréal, le président de la FTQ et des représentants du SCFP ont tenu une conférence de presse pour dénoncer les graves violations de sécurité entraînées par la décision du Port de Montréal de ne plus vérifier systématiquement les conteneurs vides. Avant cette décision, l'une des tâches des débardeurs, membres de la section locale 375 du SCFP, était d'inspecter les conteneurs vides. Ils doivent maintenant se fier à la parole du transporteur ce qui, bien sûr, est contraire aux règles de base de sécurité. La FTQ croit que la décision de l'autorité portuaire menace non seulement la sécurité des installations du port, mais aussi celle des travailleurs et de la population de Montréal.

Ontario

La situation financière des conseils scolaires de l'Ontario est alarmante, à cause du sous-financement sévère qui leur est imposé. Les conseils scolaires devront faire face à d'immenses compressions de leurs programmes et de leur personnel pour se conformer à la loi sur l'équilibre budgétaire pendant l'année scolaire 2007-2008.

Grâce aux efforts du Comité de coordination de l'éducation du SCFP-Ontario, le leadership du secteur des conseils scolaires du SCFP a approuvé un plan dynamique à court et long terme pour accroître la pression sur le gouvernement afin qu'il corrige les lacunes structurelles de la formule de financement en éducation, qui favorise un cycle ininterrompu de compressions.

Les négociations coordonnées sont toujours un point de mire de nos sections locales des AIC (Association pour l'intégration communautaire). À une récente assemblée des membres, un plan d'action de campagne a été achevé pour 2007. Le plan d'action comprend une stratégie de communication, des engagements de campagne et des motions de solidarité et il est présenté aux membres des sections locales des AIC à des fins d'appui.

Quarante-cinq unités de négociation du SCFP coordonneront leurs efforts de négociation avec trente-cinq unités de négociation du SEEFPO en 2007, avec des propositions de négociation coordonnées complètes.

Armés des trousseaux d'élections municipales, les leaders, les membres et le personnel du SCFP se sont rapidement mis à la tâche avec d'autres militants syndicaux en Ontario pour appuyer et faire élire des candidats favorables aux travailleurs lors des dernières élections municipales.

Les longues heures et le dur travail de ces militants ont porté fruit. Six membres du SCFP ont été élus au conseil municipal. Vingt des trente-sept candidats à la mairie et cent trente-quatre des deux cent soixante-dix-neuf candidats aux conseils appuyés par le mouvement syndical en Ontario ont aussi été élus.

Le projet de loi 140 – la nouvelle *Loi sur les foyers de soins de longue durée* – remplace la *Loi sur les foyers de soins infirmiers*, la *Loi sur les établissements de bienfaisance* et la *Loi sur les foyers pour personnes âgées et les maisons de repos*.

Parce que nous représentons les membres du SCFP régis par les trois anciennes lois, la division de l'Ontario est en train de réviser la loi pour veiller à ce qu'aucun droit ne soit supprimé et à ce que des questions comme les normes de dotation minimales soient adéquatement traitées.

La section locale 4600, Université de Carleton, a renouvelé la convention collective de ses deux unités de négociation, avec amélioration des salaires et maintien de la clause relative à l'indexation des droits de scolarité. Il y a failli avoir grève, car l'employeur refusait de conserver la clause sur les droits de scolarité.

Manitoba

Le militantisme politique est né pendant la grève de la division scolaire de Turtle River l'année dernière. Cet automne, aux élections municipales, chaque siège à la division a été contesté par un sympathisant des grévistes! Et trois des cinq ont été élus! Félicitations et merci à tous ceux et celles qui ont rendu cette victoire possible.

Le SCFP-Manitoba a profité de l'occasion pour participer aux consultations prébudgétaires du gouvernement provincial. Le confrère Rebeck a fait savoir au gouvernement que des allègements fiscaux n'étaient pas nécessaires et qu'il fallait plutôt se concentrer sur l'amélioration des services publics et de l'infrastructure, les garderies, l'éducation, les régimes de retraite et le maintien de solides systèmes publics de soins de santé et de services d'eau.

Le congrès de la Fédération du travail du Manitoba a rendu hommage à deux militants du SCFP, qui prennent tous deux leur retraite. La consœur Lorraine Sigurdson (conseillère à l'éducation) a reçu le prix Judy-Cook 2006 en reconnaissance de sa contribution à l'avancement des femmes du Manitoba. Le confrère Eugene Kostyra (ancien directeur régional) a pour sa part reçu le prix du mérite du président de la FTM pour les longues années de travail qu'il a consacrées aux travailleuses et travailleurs de la province. Félicitations et bonne chance à tous les deux!

Saskatchewan

Le travail se poursuit après la deuxième conférence annuelle de solidarité, mentionnée plus tôt dans le présent rapport. Le SCFP-Saskatchewan coordonne les sections locales qui veulent échanger des stratégies et des ressources.

Le SCFP-Saskatchewan et son Conseil de la santé ont uni leurs forces pour la Journée des collectivités afin rendre hommage aux sections locales qui ont contribué au mieux-être de la collectivité. Neuf prix ont été accordés dans les catégories de l'Excellence en nutrition (pour avoir servi des repas chauds et nourrissants préparés sur place); Soutien de la communauté locale (pour avoir acheter des produits locaux); et le Prix populaire (pour le personnel des services diététiques qui s'est surpassé).

L'exécutif de la division a pris le temps de participer à un atelier sur le lobbying auprès du gouvernement. Nous nous efforçons de maintenir des liens étroits avec le NPD, car il est essentiel, pour le bien de nos membres, que ce parti remporte les prochaines élections provinciales.

Alberta

Les conclusions d'un sondage mené dernièrement par le SCFP auprès de 600 membres du secteur des soins de longue durée ont été publiées en octobre. Comme prévu, le sondage dresse un portrait sombre des soins dispensés aux personnes âgées. Les pénuries de personnel, le sous-financement et le manque d'établissements

convenables sont tous des facteurs qui contribuent à la piètre qualité des soins prodigués aux personnes âgées.

Ce dossier a été soumis aux candidats à direction du Parti conservateur. Le remplaçant du premier ministre Klein sera choisi à la fin de novembre. Nous espérons qu'il comprendra mieux que son prédécesseur l'importance de l'investissement dans l'infrastructure et l'entretien des collectivités albertaines par rapport à la gratification des intérêts des grandes entreprises.

Nos sections locales continuent de faire des gains à la table de négociation et ne sont pas intéressées à conclure des règlements qui ne répondent pas à leurs besoins. La section locale 1169 de la bibliothèque publique de Calgary est la dernière section locale à insister sur une hausse salariale qui reflète le coût de la vie élevé et la prospérité de l'économie.

Une conférence provinciale sur la santé et la sécurité, à laquelle ont assisté de nombreux membres, a permis d'élaborer diverses stratégies en santé et sécurité, en s'intéressant particulièrement aux jeunes travailleurs.

Colombie-Britannique

La plupart des sections locales municipales de la C.-B. sont en négociations. Bien que beaucoup de leurs employeurs souhaitent en arriver à des ententes qui dureront jusqu'après les Olympiques, nos équipes de négociation n'acceptent que les conditions qui répondent aux besoins de leurs membres.

Le SCFP-C.-B. a encore une fois joué un rôle particulièrement actif à la conférence de l'Union des municipalités de la C.-B. (UBCM). Nous avons présenté un document de recherche sur une entente sur le commerce, l'investissement et la mobilité de la main-d'œuvre signée dernièrement par la C.-B. et l'Alberta.

L'eau demeure un enjeu prioritaire, surtout sur l'île de Vancouver. L'équipe de la campagne Island Water Watch s'est jointe à 450 participants pour assister à une dynamique conférence intitulée « Our Water Our Future » (Notre eau, notre avenir). Les perspectives locales et internationales en matière de contrôle communautaire de l'eau prendront sans doute une importance accrue, compte tenu des inondations qui ont frappé la côte ouest récemment.

10. Nouvelles personnelles

Comme je l'ai mentionné au début du présent rapport, nous avons connu une période de 10 jours très triste à la fin d'octobre. En effet, nous avons perdu plusieurs membres de la famille du SCFP.

La consœur Bev Smale, conseillère syndicale au bureau d'Ottawa, est décédée au très jeune âge de 47 ans. La consœur Bev était militante dans le secteur des soins de santé avant de devenir conseillère syndicale. En plus de ses funérailles, qui ont eu lieu à Mitchell, en Ontario, un service commémoratif a été tenu à Ottawa, ce qui a permis à beaucoup de membres du SCFP qui ont travaillé avec la consœur Bev de lui rendre hommage.

La directrice régionale du Québec, la consœur Lucie Richard, a succombé au cancer. La consœur Lucie a travaillé pour le SCFP pendant plus de 20 ans et a été la première femme à occuper les fonctions de directrice régionale du Québec, poste auquel elle avait été nommée en janvier. Son décès a été un choc très difficile pour le personnel et les membres de la région et, au nom de tout le syndicat, je leur offre mes sincères condoléances.

Deux membres de notre personnel et un membre à la retraite ont perdu leur mère au cours de la même période en octobre. J'offre toutes mes sympathies aux confrères Clive Derham (à la retraite, région du Manitoba), Wayne Malone (région de la C.-B.) et François Bellemare, région du Québec.

Nous avons aussi perdu des membres de façon tragique pendant cette période. La consœur Amanda Anderson, sauveteuse de 17 ans, était membre de la section locale 1978 du SCFP. Elle a perdu la vie dans un accident de la route.

Le confrère Alain Simard, membre de la section locale 957 (Hydro-Québec) a succombé aux blessures qu'il a subies pendant qu'il réparait une turbine. Un travailleur occasionnel a aussi perdu la vie au cours du même accident de travail.

Le confrère Mike Bonvie, membre de la section locale 281 à Westville, en Nouvelle-Écosse, a été tué au travail lorsqu'une tranchée dans laquelle il travaillait s'est effondrée. Le confrère Mike en était à sa quatrième journée de travail.

Enfin, deux membres du SCFP, dont je tairai le nom, se sont suicidés. Tous deux habitaient la région de l'Atlantique et des Maritimes et les deux décès sont liés à des problèmes au travail.

Notre travail quotidien, bien qu'important, prend une toute autre perspective lorsque nous subissons de telles pertes. Au nom de l'ensemble du syndicat, j'offre mes plus sincères condoléances aux familles de nos membres disparus.

J'aimerais aussi souhaiter une bonne retraite, bien méritée, aux membres du SCFP qui suivent :

- Le confrère Govind Sundram, bureau régional de la C.-B., 1^{er} septembre 2006
- La consœur Barbara Wakeford, bureau de Windsor, 1^{er} septembre 2006
- Le confrère Paul Jordison, bureau de Peel, 1^{er} janvier 2007
- La consœur Patricia Stephenson, bureau national, 1^{er} janvier 2007
- Le confrère Brian Sheehan, bureau de Peel, 1^{er} février 2007
- La consœur Hazel Whippler, bureau régional de la Saskatchewan, 1^{er} mars 2007

Le confrère John Kirk, bureau de Kelowna, 1^{er} mai 2007

La consœur Carole Cameron, bureau régional de la C.-B., 1^{er} mai 2007

La consœur Chantale Tremblay, bureau régional du Québec, 1^{er} juillet 2007

À chacun des membres du personnel ci-dessus, et aux membres de leurs familles, merci pour vos nombreuses années de dévouement envers les membres du SFCP. Je vous souhaite une longue et heureuse retraite.

En terminant, je tiens à vous souhaiter une joyeuse saison des Fêtes. J'espère que vous pourrez en profiter pour passer du temps avec votre famille et vos amis.

Comme je l'ai dit au début de mon rapport, ce n'était qu'un coup d'œil sur les nombreuses activités entreprises par notre syndicat chaque jour. Je remercie nos militants et nos membres du personnel pour tout ce qu'ils font pour nos membres et pour nos collectivités.

En toute solidarité,

Le président national,

PAUL MOIST

:nr/sepb 491